

La Sonacotra devient Adoma

Mercredi, 24 Janvier 2007

La Sonacotra fête son 50e anniversaire en changeant de nom et de logo : elle s'appellera désormais Adoma, du latin "ad" qui signifie vers et "domus", la maison, afin de mieux refléter la diversification de ses publics et l'évolution de ses missions, et surtout d'échapper enfin à une appellation à persistance péjorative.

La Sonacotra, Société nationale de construction pour les travailleurs algériens, fut créée en 1957 par Eugène Claudius-Petit, alors ancien ministre de la Reconstruction à la Libération, pour loger ces ouvriers et résorber les honteux bidonvilles.

"Sans renier ce que nous fûmes", a déclaré son président Michel Pélissier, "nous avons décidé de prendre une nouvelle identité. (...) "Notre nom", explique-t-il, "était en outre devenu stigmatisant. Quand un jeune étudiant - nous logeons 3.000 personnes de moins de 25 ans - se voit refuser l'ouverture d'un compte bancaire au prétexte qu'il vit dans un foyer Sonacotra, c'est strictement insupportable ! (...) Aujourd'hui comme hier, les publics en difficulté sont au coeur de notre activité : les pauvres, les immigrés". Actuellement, seuls 30% des résidents de la Sonacotra ont un emploi, 16% sont bénéficiaires du RMI, 20% sont chômeurs et près de 30% sont retraités, et les publics prioritaires se sont élargis notamment aux jeunes en insertion professionnelle, aux familles monoparentales, aux gens du voyage mais aussi à l'accueil des sans-abri. 75% de ses résidents sont étrangers.

La Sonacotra représente 25% du logement "très social" en France : en tout, elle détient 73.000 logements (dont 6.000 places pour les demandeurs d'asile) dans 450 foyers et résidences sociales répartis dans 56 départements.

L'Adoma est une société d'économie mixte anonyme détenue à 57,1% par l'Etat. Ses autres actionnaires sont la Caisse des Dépôts (28,1%), le Crédit Foncier (10%) et le groupe Logirep (4,2%). Grâce à une recapitalisation importante - 100 millions d'euros - suivie par les actionnaires minoritaires (Caisse des dépôts et Crédit foncier), l'Adoma va mettre prochainement en chantier 2.000 places en résidence sociale, maison-relais et résidence hôtelière.